

## IL EST CHARGÉ DE MENER LES CONSULTATIONS AUTOUR DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

# Ouyahia : la double peine !

*Déjà que le projet de révision constitutionnelle n'inspire pas grand monde dans la classe politique nationale, le choix du président de la République de l'homme qui en conduira les consultations, ne semble pas faire l'unanimité. Pour un projet qu'Abdelaziz*

*Bouteflika a promis «consensuel», les différents partis politiques contactés ne captent pas les signaux d'une réelle volonté de changement. D'un autre côté, les partis voient en Ahmed Ouyahia un enfant du système qui incarne le statu quo.*

**SOFIANE DJILALI,  
PRÉSIDENT DE JIL JADID :**  
**«Ce n'est pas le personnage qu'il faut»**



«Dans le cadre des règles du jeu politique ce n'est pas ce genre de personnage qu'il faut pour conduire de telles consultations. Ce n'est pas aussi un homme qui a été fortement impliqué dans les 15

ans de règne d'Abdelaziz Bouteflika. Il faut rappeler qu'Ahmed Ouyahia a eu à prendre part à la révision de la Constitution de 2008, laquelle a été d'une grande régression à tous les niveaux et particulièrement sur le plan démocratique.

Maintenant qu'il s'agit de lui ou de quelqu'un d'autre, une telle opération ne devrait pas se faire à travers un homme mais plutôt en associant l'ensemble des institutions».

**ZINEDDINE TEBBAL,  
PORTE-PAROLE DU MSP :**  
**«Ouyahia ne reflète pas le consensus»**

La personne choisie pour conduire les consultations, qu'est Ahmed Ouyahia, ne reflète pas l'idée d'une révision constitutionnelle consensuelle telle que présentée par le pouvoir.

Ça devrait être une personnalité qui a la confiance de tous les courants politiques du pays, et non pas quelqu'un qui a eu à occuper plusieurs fois le poste de chef de gouvernement sous le règne d'Abdelaziz

Bouteflika. C'est un mauvais départ et le président de la République avait largement le choix au lieu d'opter pour celui qui a été pendant longtemps à la tête d'un parti politique au pouvoir, en l'occurrence le RND.

C'est aussi un mauvais signe pour les citoyens car il faut dire que beaucoup ne le portent pas dans leur cœur. C'est lui qui avait d'ailleurs dit : je suis l'homme des sales besognes».

**ATMANE MAZOUZ,  
SECRÉTAIRE NATIONAL  
CHARGÉ DE LA COMMU-  
NICATION AU RCD :**  
**«C'est le pire des signaux»**



Pour parasiter toute initiative et pervertir tout processus d'élaboration de projet salubre à la Nation, le régime a trouvé le fils et l'intendant de la famille en Ahmed Ouyahia. Qui appeler de mieux pour exécuter

une autre arnaque si ce n'est le pire catalyseur de méfiance et de défiance ? Confier le projet de la révision de la Constitution à Ouyahia est le pire des signaux qui augure d'une Constitution à l'opposé des attentes des Algériens.

Donner une Constitution au pays est un acte d'une extrême importance qui ne peut être pris en charge par un personnage qui ignore le respect de l'arbitrage citoyen, les valeurs démocratiques et hostile à toute vision qui garantira au pays l'harmonie, la transparence et la justice.

Encore une fois, nous assisterons à une opération dominée par l'opacité et les luttes de clans et qui débouchera sur le dévoiement d'un dossier essentiel à la renaissance algérienne comme souhaité par la majorité des Algériens et de l'opposition. Avec Ouyahia, la démarche et la conclusion sont connues d'avance : il fera

défiler les clientèles et les affidés du régime avant que les segments occultes et le chef de l'Etat n'achèvent le travail en tripataillant une copie digne des républiques bananières».

**ABDELKADER  
BOUDJOURAS,  
PORTE-PAROLE DU FNA :**  
**«Ce n'est qu'un exécuter»**

«Ahmed Ouyahia n'est qu'un commis de l'Etat, chargé de mission par Abdelaziz Bouteflika qui veut savoir à travers ces consultations, ce que pensent les partis poli-



tiques de la prochaine révision de la Constitution. Que ce soit donc, l'actuel chef de cabinet à la présidence ou quelqu'un d'autre, la personnalité choisie pour l'opération ne revêt pas d'importance. C'est l'intention première du pouvoir qui nous intéresse par-dessus tout. Comme le changement ne vient jamais de la main du pouvoir lui-même, nous ne nous attendons pas à grand-chose».

**DJELOUL DJOUDI,  
PORTE-PAROLE DU PT :**  
**«Sans jugement»**

«C'est le choix du président de la République que de diriger les consultations sur la révision de la Constitution par Ahmed Ouyahia.

Il est donc chargé d'une mission et nous n'avons pas de jugement de valeur particulier à faire sur lui.

A plus forte raison que nous ne savons pas encore de quelle manière vont se dérouler les consultations en question».

**AHD 54 ET LE FFS :**  
**Silence... pour le moment**

Contacté, le porte-parole d'Ahd 54, Toufik Benallou, a signifié qu'il n'a pas de déclarations particulières à faire pour le moment, en attendant la prochaine conférence de presse que compte organiser le président de son parti Fawzi Rebaïne, dans une semaine.

La question des consultations pour la révision de la Constitution conduites par Ahmed Ouyahia y sera abordée, promet-il. De son côté, le secrétaire national chargé de la communication au FFS, Youcef Aouchiche, est resté injoignable.

Propos recueillis par  
Mehdi Mehenni

## RÉUNION DU GOUVERNEMENT AUJOURD'HUI Sellal finalise son plan d'action

Abdelmalek Sellal préside aujourd'hui dimanche, la première réunion de son nouveau gouvernement, avons-nous appris de source sûre.

Cette réunion, qui fait suite au Conseil des ministres présidé par Bouteflika mercredi dernier, n'a qu'un seul point à l'ordre du jour : l'examen de l'avant-projet de plan d'action du gouvernement que Abdelmalek Sellal doit présenter devant le Parlement courant mai.

«Le plan est, en grande partie, quasiment esquissé et tous les secteurs ont adressé leurs projets dans les délais. En principe, tout sera finalisé ce dimanche au niveau du gouvernement en attendant, bien sûr, l'aval du Conseil des ministres qui sera convoqué dans les tout prochains jours», nous confie-t-on de même source.

Kamel Amarni

## CONSTITUTION CONSENSUELLE L'ANR se dit favorable

*L'Alliance nationale républicaine (ANR) joint sa voix à celles de ceux qui ont accueilli favorablement l'annonce par le président de la République portant entame des concertations avec les différentes formations politiques, personnalités nationales et associations sur la prochaine révision constitutionnelle.*

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une position qui coule de «source» pour un parti qui a rejoint le giron présidentiel depuis un peu plus de trois ans dans une démarche participationniste qui a valu, d'ailleurs, à son premier responsable, un séjour gouvernemental d'une année. Preuve est que le parti a tenu à jumeler la célébration du 19<sup>e</sup> anniversaire de sa création remontant au 5 mai 1995 avec celui de la victoire du président de la République, lors du scrutin présidentiel du 17 avril dernier.

C'était hier, lors d'une cérémonie à l'occasion de laquelle le secrétaire général a tenu à exprimer la disponibilité du parti à la nouvelle démarche du président de la République dont il a soutenu le 4<sup>e</sup> mandat, celle du dialogue tous azimuts en vue d'une Constitution consensuelle. Même s'il s'agit, comme il se laissera dire, de refaire le processus de consultations menées durant l'été 2011 par le président du Sénat, le successeur à la tête du RND de celui à qui a échoué, cette fois-ci, la mission, Ahmed Ouyahia.

Un «aveu d'échec» qui ne dit pas son nom que Belkacem Sahli n'a pas osé dire clairement, invitant les partis se «réclamant» de l'opposition» comme il

les qualifiera, à se départir de leurs positions, à ses yeux, «nihilistes» en se mettant dans la logique des institutions de la République légitimement élues par le peuple.

Autrement dit, le secrétaire général de l'ANR exhorte l'opposition à laisser de côté ses «illusions» portant période de transition car, selon lui, il ne s'agira pas de se mettre en travers de la volonté populaire et de se substituer «un peu comme ça» à des personnes élues par le peuple.

Le concernant, l'ANR, poursuivra son secrétaire général, se prépare dans la perspective de ces concertations même s'il s'agira de ressasser bien de propositions déjà émises il y a près de trois ans de cela.

A ce sujet, Sahli fera part de conférences de wilaya, puis régionales avant une conférence nationale qui aura à éplucher et à passer au peigne fin le projet de Constitution qui lui sera soumis au même titre que le reste de la classe politique et autres personnalités nationales et acteurs de la société civile comme promis par le Premier magistrat du pays lors de son premier Conseil des ministres de son quatrième mandat.

Un Conseil des ministres qui, au-delà des «décisions fortes prises par le président de la République, constituait, pour Sahli, une réponse cinglante à ceux qui spéculent encore sur sa santé».

M. K.

## LE PREMIER SECRÉTAIRE DU FFS À TIZI-OUZOU : «La Constitution ? Pas avant le consensus national»

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la démarche préconisée par Bouteflika pour conduire les réformes annoncées ne recueille pas l'adhésion de ceux censés prendre part aux consultations projetées pour en discuter les contours et la finalité.

Hier, c'est du FFS qu'est venu le désaveu du plan établi par Bouteflika et son équipe, la seconde fin de non-recevoir émanant du même parti, après le rejet de l'offre de rejoindre le gouvernement Sellal II.

En réunion avec les élus locaux et des responsables nationaux de son parti hier à Tizi-Ouzou, Ahmed Betatache, le premier secrétaire du FFS, a rejeté quasiment d'un revers de la main la proposition de faire partie des partenaires avec lesquels doit converser Ahmed Ouyahia dans ses consultations sur la révision constitutionnelle. «C'est mettre la charrue avant les bœufs que de s'engager d'abord dans des discussions ayant trait à la révision de la Constitution», estime-t-on au FFS.

L'urgence est de s'atteler à trouver le moyen pour parvenir à l'édification du consensus national si l'on doit se fier à l'analyse ayant cours au vieux parti de l'opposition.

C'est, donc, un rejet tout à fait logique de la part du vieux parti qui, rappelez-le, a émis l'idée d'une conférence nationale destinée à donner forme à un consensus et à laquelle tous les acteurs seront conviés, pouvoir compris.

Une position qui ne surprend pas donc, et qui vient allonger les rangs des réticents aux consultations que devra entamer Ahmed Ouyahia au nom du président de la République, le mois prochain.

M. Azedine